

Interventions des organisations syndicales invitées

Frédéric Marchand,
secrétaire général
de l'UNSA Éducation



Bonjour à toutes et à tous

C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui pour ce congrès du SNDPEN-UNSA à Colmar. C'est important pour l'UNSA Éducation, votre fédération de venir s'exprimer devant les militant(e)s de notre syndicat de personnels de direction. L'UNSA Éducation, ce sont 22 syndicats réunis pour se donner de la force dans le respect de leurs différences mais rassemblés sur des valeurs, un projet et un syndicalisme laïc, constructif, réformiste, combatif, ouvert sur l'interprofessionnel et profondément européen.

Nous sommes aujourd'hui dans un moment particulier pour le syndicalisme dans son ensemble. La situation politique, bouleversée par la dernière présidentielle, n'est pas sans conséquence.

Un paysage très éparpillé avec les deux principaux partis, qui s'étaient partagés le pouvoir dans la V^e République, qui ont été écartés dès le premier tour de la présidentielle et sont aujourd'hui inaudibles et très affaiblis. Le Président de la République les a ringardisés et rangés dans son vieux monde. Il pourrait être tenté parfois d'y placer aussi les syndicats dans ce vieux monde. Le comportement de certains qui sont en permanence dans la caricature et l'opposition systématique pourrait lui faciliter la tâche. Le Président de la République pense facilement les syndicats comme des freins à ses projets et sans réelle utilité. Il a tendance à jouer l'opinion publique contre les syndicats. La place donnée aux corps intermédiaires est très limitée et pas prioritaire. S'il est légitime de vouloir tenir des promesses de campagne, c'est une erreur de chercher à affaiblir complètement les contre-pouvoirs et de ne pas prendre en compte les corps intermédiaires dont les syndicats et en particulier nos syndicats réformistes dans leur rôle d'appropriation, de construction, de médiation, de lien social qu'ils peuvent avoir.

Ce contexte particulier nous oblige à faire la preuve de notre utilité. C'est compliqué mais ceci peut être une chance aussi pour notre syndicalisme si nous arrivons à montrer en quoi nous sommes utiles et efficaces. Il nous faut le montrer à ceux que nous représentons

et le montrer aussi au gouvernement. Le syndicalisme, c'est moderne, ça a du sens. C'est un contre-pouvoir essentiel dans une démocratie et en particulier dans la démocratie sociale que nous voulons.

Ce gouvernement n'est pas aidant pour notre syndicalisme. Sur la SNCF, nous devons soutenir nos camarades de l'UNSA ferroviaire et saluer leur action et leur positionnement dans ce conflit. Alors même que l'UNSA essaie de faire des propositions, le gouvernement ne laisse pour le moment que peu de place à la négociation et au dialogue social véritable. Il pousse au raidissement du conflit et à une intersyndicale dure. Il faudra pourtant des voies pour sortir de ce conflit.

Par ailleurs sur le dossier FP, il s'attaque au modèle actuel de la Fonction publique. Gel du point d'indice, retour du jour de carence, report de PPCR, annonces provocatrices sur la refonte de la Gestion des ressources humaines, avec l'augmentation du nombre de contractuels, plan de départ volontaire pour supprimer les 120 000 postes annoncés, fusion des CT et des CHSCT, rémunération au mérite accrue, et ceci dans l'attente des conclusions du Comité action publique 2022.

Nous appelons à la grève le 22 mai prochain car nous n'avons pas de si-



gnaux positifs et que nous ne voulons pas être isolés et accusés de rompre l'unité de l'ensemble des OS. Nous allons nous engager pour réussir au mieux cette mobilisation. Les grèves multiples et peu mobilisatrices qui se succèdent pourraient avoir un effet contre-productif. C'est un souci que nous avons en tête et qui fait que nous n'avons pas appelé le 22 mars dernier. Il faut que nous réussissions à convaincre l'opinion et nos collègues des motifs de la mobilisation. Il faut que nous menions campagne auprès des personnels. Il faudra aussi que nous soyons capables d'expliquer ce avec quoi nous sommes en accord et en désaccord dans les changements proposés en participant activement aux discussions. La Fédération a produit un premier tract en ce sens et nous permettrons de suivre jour par jour l'avancée des discussions.

là encore, nous porterons notre syndicalisme et ne collerons pas à ceux qui affaiblissent le syndicalisme en ne voyant pas d'autres modalités d'action que la grève et en s'opposant systématiquement à toutes les mesures.

Alors je le dis, avec les militant(e)s de l'ensemble de ses syndicats, je souhaite que nous ne nous laissions pas ranger dans le vieux monde et que nous pensions ce syndicalisme de demain qui nous aidera à avancer. Je ne le dis pas complètement par hasard ici car déjà, lors de votre dernier congrès, vous avez fait des évolutions dans votre gouvernance interne; des évolutions en particulier sur la place des territoires et de leurs représentations, des évolutions sur la parité. Vous pratiquez aussi un syndicalisme pragmatique et qui cherche à obtenir du concret.

Alors quand certains font le choix de s'inscrire dans un syndicalisme de la convergence des luttes – qui est une orientation politique plus que syndicale et s'inscrit dans un mouvement qui vise à renverser le gouvernement. Nous faisons le choix à l'UNSA et à l'UNSA Éducation de rester dans un rôle syndical pour faire aboutir des revendica-

tions. Nous incarnons ce syndicalisme offensif, ce syndicalisme réformiste combatif. Je sais combien le SNPDEN est capable de l'incarner avec nous. Ce syndicalisme pragmatique, utile, l'UNSA Éducation cherche aussi à le porter dans le monde éducatif. Avec le SNPDEN et les autres syndicats de la Fédération.

Nous travaillons pour amender les textes au CSE et les faire progresser pour améliorer les conditions d'exercice des personnels et pour nos élèves. On peut faire semblant de s'opposer et être dans la posture comme le font d'autres syndicats mais ça ne sert personne. De très nombreux amendements ont été déposés et intégrés dans le texte grâce aux syndicats de l'UNSA Éducation: sans l'UNSA, une heure de marge en moins en première et en terminale dans la réforme du lycée par exemple. C'est notre syndicalisme.

Ce syndicalisme nous l'incarnerons aussi dans la proximité et nos rencontres avec les personnels. Elles se posent différemment pour nos syndicats. Mais nous savons bien que c'est dans la proximité entre les équipes nationales et les militants, entre les militants et les adhérents et la profession que nous faisons pleinement vivre notre syndicalisme. Cette proximité, elle est notre identité syndicale. C'est aussi le sens de notre baromètre UNSA des métiers dont la 6^e édition a réuni plus de 33 000 collègues.

C'est avec ce syndicalisme-là de la proximité que nous allons nous tourner vers les élections professionnelles de décembre prochain. Ces élections où nous devons apporter 115 000 voix pour l'UNSA qui nous permettront de renforcer notre représentativité. Au CTMEN, nous devons encore progresser. Je suis peut-être optimiste mais quand le nombre de syndiqués actifs de la Fédération est en hausse pour la 5^e année consécutive et que nous continuons à mener cette campagne de proximité, nous devons progresser. Pour cela, nous comptons sur les voix des per-

sonnels de direction et que vous continuez à faire voter massivement pour le SNPDEN-UNSA mais aussi pour l'UNSA au vote au CTMEN. Vous mènerez campagne au niveau du SNPDEN et fédéralement nous alimenterons de manière régulière une campagne fédérale pour afficher la marque UNSA et vous aider. Je pense d'ailleurs que vis à vis de votre concurrent ID-FO, l'identité UNSA peut être une force surtout pour les personnels de direction.

Je voulais profiter aussi du fait d'être ici à Colmar pour dire quelques mots sur l'attachement de l'UNSA Éducation à la laïcité. Sans polémique car j'ai bien lu que ça ne faisait pas l'unanimité. Il est vrai qu'en Alsace Moselle nous sommes dans une situation particulière, celle du statut scolaire local, dont il faut tenir compte. Cependant, l'Unsa Éducation avec sa section régionale agit pour l'application de la préconisation des recommandations de l'Observatoire de la laïcité c'est-à-dire:

- Que l'on passe de la déclaration négative (dispense) à la déclaration positive pour les parents souhaitant un enseignement religieux pour leur enfant.
- Que dans le 1er degré, l'enseignement religieux soit dispensé en dehors des 24 heures de temps scolaire.

L'UNSA Éducation, au niveau national, reste très attentive aux velléités de représentants politiques ou religieux locaux qui poussent à ce que soit expérimenté un enseignement appelé « Éducation au dialogue interculturel et interreligieux », qui se voudrait une sorte d'enseignement du fait religieux, mais sous la houlette des cultes, dans lequel le dogme reste prégnant, et ce, en l'ouvrant à d'autres cultes.

D'une part, pour l'UNSA Éducation c'est de la responsabilité de l'Éducation nationale d'assurer de tels enseignements dans le cadre de ses programmes (EMC).

D'autre part, il n'est pas question d'ouvrir le statut scolaire local à d'autres



cultes, que les cultes concordataires, comme l'a rappelé le ministre Blanquer en réponse à la question d'un député alsacien ; on serait devant une difficulté constitutionnelle.

Pour conclure cette intervention, je veux dire quelques mots plus particuliers à Philippe (Tournier) qui va quitter le Secrétariat général du SNPDEN. Alors Philippe, je sais que tu n'arrêtes pas immédiatement tes activités de personnel de direction et tes adjoints et les enseignants vont devoir s'habituer à te voir beaucoup plus. Avec tes analyses brillantes et ton parler vrai, tu as toujours su faire entendre la voix du SNPDEN et des personnels de direction sans faux-semblant et sans langue de bois. Sans langue de bois encore, récemment sur les blocages des examens à Arcueil par une minorité d'étudiants. Très présent dans les médias et sur les réseaux sociaux, tu as donné une grande visibilité au SNPDEN. Tu as cette capacité de compréhension très rapide des enjeux et des dossiers qui sont toujours très utiles pour réagir très rapidement. Alors parfois pour la Fédération, ce n'était pas toujours aisé de concilier les points de vue de chacun de ses syndicats quand on a, à leur tête, des personnalités brillantes et fortes et nous avons dû œuvrer et faire preuve de diplomatie. Mais je dois dire aussi qu'à chaque fois que ça a été nécessaire, nous avons eu le soutien du SNPDEN pour que la Fédération ne soit pas mise en difficulté et que nous puissions trouver des solutions. Je sais aussi combien tu as encore récemment respecté et facilité l'arrivée de militants de la Fédération dans les délégations et les instances. Je sais aussi la confiance que tu m'as apportée à titre personnel également dans ma récente prise de fonction. Alors merci Philippe, merci pour ce que tu as fait pour le SNPDEN, merci pour ce que tu as apporté à la réflexion collective et à la Fédération. Alors avec toi Philippe Vincent, (et oui 3 Philippe consécutifs à la tête du SNPDEN, je n'ai pas regardé s'il y avait un autre Philippe dans l'équipe pour la suite, mais vous l'avez sans doute prévu...). Et cette nou-

velle équipe je n'ai aucun doute sur le fait que nous allons continuer à avoir un SNPDEN qui sera impliqué dans la Fédération et qui va continuer à jouer ce rôle majeur avec son poids très important chez les personnels de direction. Je sais que nous travaillerons bien encore avec cette nouvelle équipe, en vue des élections professionnelles mais aussi sur les sujets nombreux qui continuent à nous occuper, voie pro, bac-3/bac +3, organisation territoriale, réforme de la Fonction publique, et aussi retraite... et j'en oublie. Je compte aussi sur vous toutes et tous pour continuer à vous impliquer dans l'ensemble des académies pour porter, dès que possible, une parole fédérale en particulier lors des CTA. L'UNSA Éducation compte sur le SNPDEN pour contribuer à notre réflexion et à notre action syndicale dans les académies comme nous le faisons au niveau national.

Alors je vous souhaite un bon congrès et de bons travaux pendant ces quelques jours et je vous dis à très vite pour porter ensemble notre syndicalisme moderne, réformiste combatif.

Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA



Bonjour à toutes et tous

Et merci de votre invitation à prendre la parole devant votre congrès. Je concentrerai mon propos sur nos intérêts com-

muns, tant pour les personnels que nous représentons dans nos syndicats respectifs que pour le système éducatif. Je vais le faire pour saluer et encourager les collaborations entre le SE-UNSA et le SNPDEN, tant au niveau national que dans les académies.

Ces collaborations sont utiles et doivent se poursuivre et même se consolider tant les dossiers devant nous sont nombreux et notre cohérence nécessaire pour avoir voix au chapitre et peser sur le cours des choses.

Enseignants de l'UNSA, personnels de direction de l'UNSA, chacun dans nos responsabilités respectives, au sein des établissements comme dans les espaces de dialogue social, nous partageons la même volonté de faire réussir les élèves, notamment en cherchant à conjurer en vrai la reproduction des inégalités sociales qui caractérise notre système éducatif. Nous regardons le système tel qu'il est et non tel qu'il est mythifié. Nous reconnaissons ses défauts. Nous savons ses richesses, en particulier humaines. Nous en connaissons aussi ses ressorts, tout aussi humains, qui font que pour le faire avancer, mieux vaut travailler l'évolution à partir du terrain plutôt que prôner la révolution depuis la rue de Grenelle.

Cette volonté de faire réussir les élèves au-delà de leurs origines sociales, au SE-UNSA comme au SNPDEN n'est pas une déclaration de principe mais bien un objectif central qui nous réunit dans notre fédération. Pour le faire vivre, nous avons besoin de conjuguer nos forces, car si tout le monde semble toujours d'accord sur le principe très vite les conservatismes et les corporatismes se lèvent pour finalement faire que rien n'avance.

Je veux donc, pour le SE-UNSA, vous adresser des remerciements, des remerciements qui sont autant d'invitations à poursuivre ou à amplifier des synergies déjà bien engagées entre nos deux syndicats au sein de notre fédération, nationalement et localement.



Le premier de ces remerciements, c'est pour le travail de croisements d'analyses et de rapprochement autant que faire se peut de nos propositions sur plusieurs dossiers en cours tels la réforme du bac et du lycée général et technologique, ou la réforme de la voie professionnelle qui devrait se mettre concrètement en route dans les toutes prochaines semaines, ou encore le dossier de la réorganisation territoriale de l'Éducation nationale... dont on ne sait pas encore jusqu'où elle impliquera de nouvelles articulations autour des EPLE.

Ce sont des dossiers qui nécessitent des collaborations nationales, et elles ont lieu, mais aussi des collaborations régionales, académiques et même départementales lorsqu'il s'agit de suivre concrètement les mises en œuvre.

Ce suivi local nous l'avons insuffisamment fait sur la réforme du collège mais on l'a davantage commencé sur le sujet des nouvelles carrières et de la nouvelle évaluation. Ce sera là mes seconds remerciements. Dans plusieurs académies, nos équipes respectives, avec celles du SI.EN et du SNIA-IPR aussi, se sont retrouvées pour échanger sur les premiers pas de ces nouvelles modalités d'évaluation. Les remontées que j'ai, au SE-UNSA, font part de travaux utiles tant pour notre activité de conseil à nos collègues que de suivi et de propositions auprès des recteurs et des DASEN.

Au-delà de ces dossiers qui font notre actualité, je voudrais partager avec vous, une conviction. Il me semble que l'un des défis devant nous, c'est la qualité de vie au travail dans nos établissements ou pour être encore plus clair, le climat entre les différents personnels dans l'établissement. Il me remonte que tout concorde pour en déduire que les tensions internes dans les établissements sont devenues des leviers de développement de nos concurrents qu'il s'agisse de la FSU ou de FO.

Je ne sais pas s'il s'agit de stratégies nationales ou locales. Je ne sais même pas s'il s'agit de stratégies ou plus simplement de la conséquence naturelle de lo-

giciels syndicaux qui ont besoin d'ennemis et de combats pour se nourrir mais, pour la qualité de vie au travail de nos collègues respectifs comme pour la réussite de nos élèves, nous avons un intérêt commun à contrecarrer cette tendance.

Oui, dans nos établissements, équipe de direction et équipe pédagogique peuvent être en tension. Oui dans nos établissements, il y a des personnalités qui ont le chic pour déclencher des tensions. Mais le conflit, le combat pour avoir la tête du chef, au SE-UNSA, ce n'est pas notre option. Autant qu'on se le dise clairement et que chaque fois que c'est possible, nous sachions nous parler entre responsables syndicaux pour apaiser, arranger et dépasser ces situations en préservant nos collègues respectifs.

Réformes éducatives en cours d'élaboration, réformes passées mais dont il faut absolument suivre la mise en œuvre, climat au sein même du collectif de travail sont les nécessités de travailler ensemble que je voulais souligner et pour lesquelles je voulais vous remercier pour les collaborations nécessaires, passées et à venir.

J'en profite aussi, et toujours au nom de cet intérêt commun pour nos collègues comme pour nos élèves, pour solliciter votre aide dans la période des élections professionnelles.

Le SE-UNSA connaît une belle progression de syndicalisation avec plus de 5 000 adhérents actifs de plus depuis le dernier scrutin de 2014. C'est historique au SE-UNSA. Les planètes sont alignées tant pour le SE-UNSA que pour notre fédération, l'UNSA Éducation. Nous savons aussi qu'une élection n'est surtout pas une affaire de chance mais bien davantage de méthodes. La première des étapes, c'est la constitution des listes. Dans certaines académies et pour certains corps, le dépôt de listes en CAPA reste le premier défi à relever pour nous, SE-UNSA.

Si vous le pouvez, je vous remercie par avance, du coup de main que vous

pourrez apporter à nos sections académiques du SE-UNSA, en leur donnant quelques contacts aussi informels qu'essentiels avec des collègues enseignants qui dans vos établissements, dans vos entourages, pensent et travaillent UNSA sans le savoir.

Pour conclure cette intervention où la somme des remerciements des enseignants aux personnels de directions commence à être un peu louche, je vais pourtant en ajouter un dernier. Ce sont les remerciements du SE-UNSA à Philippe, Philippe Tournier.

Philippe, ma petite année de secrétaire général ne nous a pas laissé beaucoup d'occasions de travailler ensemble mais elles ont cependant été essentielles sur plusieurs dossiers.

Par ailleurs, dans l'exécutif national de mon syndicat depuis beaucoup plus longtemps, j'ai souvent eu l'occasion d'observer la parole aussi claire que la pensée du secrétaire général du SNPDEN, visant toujours juste, parfois vivement, tout en veillant à ne jamais blesser personne.

Cher Philippe, je te remercie au nom du SE-UNSA des collaborations passées entre nos syndicats et te souhaite de pouvoir profiter pleinement des nouveaux espaces qui vont se dégager dans ton emploi du temps. Et maintenant, cher Philippe, Philippe Vincent cette fois, je te souhaite réussite pour la poursuite de la route du premier syndicat des personnels de direction, à toi et à toute la future équipe nationale du SNPDEN.

Cher Philippe avec un S,
Chers congressistes

Votre syndicat est une belle organisation qui réussit à être majoritaire sans s'enliser dans une expression attrape-tout qui finalement ne dirait rien. Un congrès est évidemment un moment essentiel pour construire cette solidité politique. À tous, je souhaite, un bon congrès.

Je vous remercie.



Patrick ROUMAGNAC,
secrétaire général
du SIEN-UNSA



Le système éducatif, comme la société, est traversé en permanence par le doute et la remise en cause d'affirmations plus souvent dogmatiques que scientifiquement étayées. Cette démarche semble assez saine, cependant, poussée à l'extrême, elle peut devenir catastrophique et engendrer une forme de stagnation inquiétante pour l'École. Comment imaginer, en effet, que celle-ci serait en mesure de s'adapter aux évolutions du monde et aux besoins des élèves si les enseignants s'installaient dans une passivité inquiète ?

Qui n'a jamais entendu la redoutable expression du doute d'un enseignant assurant qu'il préfère attendre que passe une « mode pédagogique », comparant les courants à un mouvement de balancier qu'il arbitrerait par l'absurde en conservant une position immobile ? Cette « précaution » pédagogique qui fait de l'immobilisme une vertu cardinale trouve sans doute une forme de légitimité dans le rythme effréné des réformes que nous avons connues, pour ne pas dire subies !

Souvent, les inspecteurs, comme les chefs d'établissement, sont amenés à promouvoir des démarches dont certains se plaisent à montrer à quel point elles vont à rebours de ce qui était recommandé peu de temps auparavant. Soyons un peu plus sérieux : il n'est, certes, ni dans nos préoccupations ni

dans nos missions de défendre un ministre. Pour autant, nous refusons de céder aux appels de ceux qui confondent politique et service public d'éducation. Nous n'hésitons pas, parfois conjointement avec le SNPDEN et le SNIA-IPR, à signaler à nos interlocuteurs du ministère tout ce qui nous semble poser problème dans les orientations fixées. Nous nous félicitons des relations que nous entretenons avec eux et qui nous ont permis de faire entendre nos points de vue partagés, mais aussi d'obtenir des évolutions claires et cohérentes par rapport à l'expression de nos responsabilités. Nous savons aussi exprimer un désaccord profond quand cela s'avère nécessaire et mettre en place des actions fortes pour dénoncer ce que nous considérons comme une injustice.

Expliquer plutôt que protester, convaincre plutôt que s'opposer, débattre plutôt que tourner le dos, trouver des ajustements possibles plutôt que s'opposer en bloc... telle est notre vision d'un syndicalisme réformiste, constructif et responsable. C'est, à notre sens, le seul syndicalisme en mesure de défendre l'École de la confiance, qui est aussi celle de l'efficacité et de la justice sociale.

Depuis des années, le SNPDEN et le SI.EN partagent l'ambition de construire un grand corps de l'encadrement. Nous sommes conscients que cette perspective ne se concrétisera pas par un simple claquement de doigts ! Il y aura des réticences, des résistances, des pesanteurs, mais nous sommes conscients de travailler pour l'avenir et dans l'intérêt du service public d'éducation. Les évolutions induites par la mise en place de nouvelles modalités d'évaluation des enseignants nous offrent une opportunité de rapprochement dans nos préoccupations, mais aussi dans nos fonctionnements. À nous de saisir cette chance pour obtenir, enfin, l'ouverture d'un chantier débouchant, à une échéance raisonnable, sur la mise en place opérationnelle de ce grand corps de l'encadrement qui apparaît aujourd'hui totalement incontournable.

Rassurons-nous : à n'en pas douter, le ministère nous donnera de multiples occasions de travailler ensemble pour mettre en place de nouveaux projets ou de nouveaux modes de travail ; ceci ne pourra que faciliter, peut-être même accélérer la réalisation de nos ambitions !

Par ailleurs, nous avons bien d'autres préoccupations en commun entre chefs d'établissement et inspecteurs. L'enquête et l'analyse pilotées par Georges Fotinos et José-Mario Horenstein ont bien montré à quel point le destin et le vécu des cadres est identique d'un corps à l'autre. Rassurez-vous : je ne suggère pas que nous nous lamentions de concert, mais plutôt que nous recherchions ensemble des solutions pour lutter contre le malaise, le mal-être, que ressentent de très nombreux collègues. Des pistes ont été évoquées, centrées en particulier sur la responsabilisation des acteurs pour que nous soyons enfin en mesure de réenchanter nos métiers en leur donnant le sens qui nous a attirés quand nous sommes devenus chefs d'établissement ou inspecteurs. Ce travail d'enquête a été mené avec le soutien de nos deux organisations syndicales, le SNPDEN et le SI.EN ; il ne pourra se poursuivre efficacement qu'avec notre engagement respectif. C'est aussi cela, le syndicalisme réformiste et constructif.

Mais le syndicalisme n'est pas qu'une confrontation d'idées et d'actions, c'est aussi une affaire de femmes et d'hommes engagés, comme vous l'êtes tous dans cette salle. Vous êtes si nombreux (un peu plus, je l'avoue que le nombre de participants à un congrès du SI.EN...) que je ne saurais saluer chacun d'entre vous comme je l'aimerais. Je me limiterai donc à saluer Philippe. Il est arrivé aux fonctions de secrétaire général du SNPDEN alors que j'étais déjà secrétaire général du SI.EN ; il quitte cette fonction, alors que je continue... Heureusement pour moi, le redoublement est autorisé ! Plus sérieusement, Philippe a toujours été un partenaire remarquable pour nous et je me plais



à saluer son investissement, sa détermination, son charisme... et son humour parfois ravageur qui me conduit à me réjouir que nous soyons partenaires et amis!

Merci, Philippe, pour ton travail, ton dynamisme et pour avoir toujours aussi bien défendu les valeurs fédérales que nous partageons. Si je ne peux m'empêcher de regretter ton départ (et pas seulement parce qu'il met en évidence la capacité que tu as eue, et pas moi à ce jour, à trouver un successeur...), je me réjouis par avance des perspectives de travail et d'actions partagées que nous continuerons à mener ensemble, SNPDEN et SI.EN, au sein de notre fédération avec tous ceux qui voudront se joindre à notre combat.

Selon la formule consacrée, mais surtout avec beaucoup de sincérité, il me reste à souhaiter à tous les congressistes, au nom du SI.EN UNSA, de fructueux et joyeux travaux dans cette belle ville de Colmar!

Roger KEIME,
secrétaire général
du SNIA-IPR



Au nom du SNIA-IPR UNSA, je salue les Congressistes du SNPDEN réunis à Colmar du 14 au 17 mai 2018.

Nos deux syndicats partagent des valeurs communes, celle de faire progresser la mixité scolaire et sociale, dans

le cadre d'une laïcité respectueuse des consciences, sans se départir de la neutralité politique à laquelle nous sommes attachés.

Avec A&I et le SIEN, nous sommes des syndicats forts de l'encadrement à l'Éducation nationale avec près de 70 % des voix aux dernières élections professionnelles. Nous savons le rappeler au ministère et au ministre dans nos rencontres ainsi que dans les délégations de l'UNSA Éducation. Nos positions sont le plus souvent communes, tant dans le débat interne à l'exécutif fédéral et au Bureau national, que dans les votes exprimés au CSE comme le baccalauréat récemment.

Personnellement, comme IA-IPR EVS et comme DAASEN, j'ai pu apprécier le travail avec les chefs d'établissement dans les académies de Lille, Rouen, Rennes, Montpellier et les relations sans aucune ambiguïté avec les responsables locaux du SNPDEN. Permettez-moi de saluer parmi eux Guy Savelon que j'ai connu dans le Nord de 2000 à 2003, dans le Douaisis et qui va quitter ses responsabilités nationales, comme retraité, lors de ce Congrès.

Ce sont deux Philippe qui sont particulièrement à l'honneur à COLMAR ces jours-ci par leur départ et leur arrivée.

PHILIPPE II AUGUSTE connu sous le nom de Philippe Tournier qui va quitter le secrétariat général, issu de l'académie de Lille, avec qui j'ai eu à défendre lors des lundis mensuels de l'Exécutif fédéral à Ivry les positions de l'encadrement de l'Éducation nationale, durant dix années sous les ministères Châtel, Peillon, Hamon, Vallaud Belkacem, et maintenant Blanquer.

PHILIPPE III LE HARDI connu sous le nom de Philippe Vincent, avec qui j'ai travaillé dans l'académie de Rennes de 2006 à 2013, avec le plus grand plaisir et la volonté de faire avancer le système souvent autiste, ces années-là...

C'est avec joie que je suis parmi vous en Alsace, terre qui m'est chère, j'y ai fait mes études universitaires et y ai enseigné dans des établissements proches du sud du Bas-Rhin, au collège Mentel de Selestat et au lycée Schuré de Barr – le siècle dernier, après l'année de CPR à Strasbourg.

Jacky Schlienger évoquait sa grand-mère qui changea 4 fois de nationalité entre la France et l'Allemagne de 1871 à 1945; c'est ma grand-mère qui suivit le même itinéraire dans sa Moselle natale entre 1899 et 1945 avec un détour en forteresse à Luxembourg pour avoir chanté la Marseillaise le 14 juillet 1916!

Si je n'avais pu venir, ce serait Dominique Sassi, délégué académique du SNIA-IPR, et ancien proviseur à Colmar, qui aurait été parmi vous pour les travaux de ce congrès.

Dans le Baromètre UNSA, l'insatisfaction exprimée par les inspecteurs rejoint celle des chefs d'établissement: seuls 49 % sont en accord avec la politique ministérielle alors que nous étions 64 % avec Najat Vallaud Belkacem! Les conditions de travail ne sont jugées satisfaisantes que par 38 % des collègues! Nous avons là des préoccupations communes avec vous, personnels de direction.

« *Blanquer est lâché par ses cadres* » écrivaient l'AEF et le *Café pédagogique* suite à la publication des résultats de cette enquête.

Je vous souhaite à toutes et à tous un congrès de qualité, aux travaux féconds, avec la constitution d'une nouvelle équipe renouvelée et paritaire.



Frédérique Rollet,
secrétaire générale
du SNES-FSU



Chers camarades

J'avais prévu de me rendre à votre congrès lundi mais les conditions de transport me rendent difficile le déplacement à Colmar. Je regrette d'autant plus ce rendez-vous manqué que le besoin d'un dialogue nourri, sans concession mais constructif, me semble nécessaire dans une période où se manifestent souvent des tensions entre les enseignants et les chefs d'établissement, tensions qui peuvent affecter les relations entre nos deux organisations, les plus représentatives l'une et l'autre dans leur champ respectif.

Quels que soient les sujets, la tentation est toujours grande, en cas de problèmes, d'attribuer à l'autre partie la source de ceux-ci plutôt que de se demander ce qu'ils révèlent et de chercher à s'expliquer.

Michel Richard qui vous représentait au récent congrès du SNES-FSU a eu l'occasion d'expérimenter les formes que peut revêtir la défiance entre les enseignants et les personnels de direction (j'en profite pour remercier Michel de sa volonté de travailler à des relations sereines entre nos deux organisations); il a eu aussi le loisir d'entendre le compte rendu d'une enquête faite par des militants de l'Institut de la FSU, enquête menée auprès d'un panel représentatif d'enseignants, et dont celui qui commentait les réponses résumait ainsi l'un des résultats donnés à la thé-

matique des relations chefs d'établissement/enseignants: « le chef d'établissement n'est pas mon ennemi »...

Cette phrase me semble résumer ce que doit être l'opinion de la majorité de la profession mais laisse supposer en creux une certaine distance entre les directions et les équipes éducatives, distance qui peut, dans certains cas se traduire en relations conflictuelles. Et nous connaissons trop de situations où cela se produit. Plutôt que le déni ou le renvoi de la culpabilité sur l'autre, il serait bon d'essayer d'analyser les facteurs sources de cela.

Les questions du travail et des missions assignées aux uns et aux autres seront, je présume, débattues dans votre congrès qui travaillera à élaborer de nouvelles revendications pour votre corps, examiner les répercussions des réformes et de la politique éducative sur vos métiers.

Il est probable que la surcharge de travail dont se plaignent beaucoup d'enseignants n'épargne pas non plus les personnels de direction, pris entre les directives données dans le cadre rectoral, le poids des charges administratives et la gestion au quotidien d'un établissement, avec ce que cela suppose de relations avec les équipes et les familles. Les travaux d'Anne Barrière l'ont clairement illustré et cela pèse sûrement sur les relations de travail. Le nombre grandissant de réunions dont se plaignent les enseignants, l'avalanche de mesures plus ou moins fondées et de prescriptions, tirent en partie leur origine d'injonctions imposées à tous. De nombreux chefs d'établissement en discutent avec leurs équipes, cherchent à trouver les modalités d'application les mieux partagées, certains tentent d'imposer des mesures qui ne font pas sens.

Au centre des débats revient souvent la notion d'autonomie, question sur laquelle j'ai eu l'occasion d'échanger avec Philippe lors d'une table ronde initiée par l'IFé. Comment construire le subtil équilibre entre le respect de la li-

berté pédagogique des enseignants et la responsabilité du collectif dont est chargé le chef d'établissement, entre le respect de l'autonomie professionnelle des professeurs et le rôle de garant des mesures allant dans le sens de l'intérêt de tous les élèves et s'inscrivant dans les orientations nationales?

Sans doute ces questions ne trouveront-elles pas de réponse immédiate mais doivent-elles être explorées; sans doute la formation des uns et des autres doit-elle permettre de mieux appréhender la nature et les réalités de nos métiers, loin de techniques de management stériles mais avec le souci commun de conjuguer égalité et efficacité pour tous nos jeunes.

Je voudrais terminer en saluant Philippe qui a toujours répondu aux demandes de discussion entre le SNES-FSU et le SNPDEN, a fait preuve d'écoute, même si cela n'a pas toujours permis de concilier les points de vue.

Je lui souhaite beaucoup de satisfactions dans la suite de son activité. □

